

### La mondialisation fait-elle un monde habitable ?

**Bruno Latour**

Sociologue et philosophe  
Sciences-Po Paris

C'est entendu, les Français souffrent de ne plus savoir où ils se trouvent. Il y a, comme on dit, un problème « d'appartenance ». Ou encore, c'est une autre expression commune, ils auraient « perdu leurs repères ». Non pas seulement au sens moral, mais au sens pratique, spatial. Ils ne savent plus « où ils en sont ». Il n'y a plus de cadre spatio-temporel qui permettrait de ranger de façon prévisible les événements et les soucis que chacun de nous porte en soi.

Le cadre temporel, on le sait, a quelque peu changé depuis que la direction d'un progrès continu et linéaire est devenue incertaine, voire suspecte : par exemple l'ascension sociale pour soi-même et ses enfants ; l'augmentation de la richesse nationale pour le pays tout entier ; le développement assuré pour les pays pauvres. Le front de modernisation qui avait permis depuis près d'un siècle et demi de ranger de façon à peu près stable et prévisible ce qui « allait de l'avant » et ce qui « risquait de nous ramener en arrière » se trouve maintenant dans un tel état de confusion et d'entremêlement qu'on dirait plutôt un plat de spaghettis qu'une flèche du progrès dardant vers un avenir forcément meilleur que le passé. Ce n'est pas seulement qu'on ne croit plus « aux lendemains qui chantent » (leur chanson d'ailleurs n'a jamais été tellement joyeuse...), c'est qu'on parle maintenant de « décroissance » et qu'on essaie de convaincre les pays jusqu'ici « en voie de développement » de ne plus se développer « comme nous ». Nous avons cessé d'être « un modèle », et le mouvement vers l'avant – mouvement qui définissait notre véritable façon d'être au monde – n'est plus qu'une danse sur place hésitante et précautionneuse. Oui, nous faisons du « surplace ».

Mais l'espace a changé aussi bien que le temps. Les vieilles cartes de géographie des classes de primaire indiquaient un emboîtement, une sorte de zoom, qui était au fond assez rassurant : on passait par des surfaces de dimensions régulièrement encadrées du quartier ou du village au monde par une série d'étapes ou d'échelons qui avaient une définition spatiale, une définition administrative – le maire, le sous-préfet, le député, le préfet, etc. – et souvent une dimension historique, c'est-à-dire vécue, reprise ou retravaillée par le souvenir organisé. Bien sûr, les historiens l'ont souvent montré, cet encastrement régulier n'était qu'une habitude paresseuse qui n'avait jamais réussi à capter les véritables mouvements de migrations intérieures et extérieures, pas plus qu'elle n'était parvenue à suivre les subtils

## La mondialisation fait-elle un monde habitable ?

---

réseaux d'influence – politiques, commerciaux, médicaux – qui, depuis l'aube des temps, avaient toujours brouillé la définition purement géométrique des appartenances. Il n'empêche qu'il y avait encore, jusqu'il y a quelques années, la possibilité de classer, de situer, de ranger, de résoudre parfois les problèmes d'appartenance en les plaçant dans ce cadre spatial (administratif et géographique) venu du passé. Des surfaces de dimensions distinctes, délimitées par des frontières (marquées sur les cartes par de vives couleurs) et emboîtées les unes dans les autres de façon hiérarchique, voilà qui semblait, malgré ses défauts, un modèle pas trop maladroit pour savoir « où l'on en était » et surtout qui s'occupait de quoi. Aussi bricolé que puisse avoir été cet empilement de strates géographiques et administratives, il résolvait du moins le problème des adresses en désignant de façon assez précise l'éventail des responsabilités et des obligations.

Les historiens de la cartographie, de l'État, des statistiques, des sciences dites « camérales » ont montré que toutes ces limites – ou plutôt ces délimitations – avaient évidemment des buts d'organisation et de projection des pouvoirs – la fameuse vascularisation des effets de discipline et de contrainte étudiée par Michel Foucault – et qu'il y avait donc, derrière l'apparence géographique de surfaces délimitées, la présence d'un réseau puissant permettant seul d'entretenir des frontières et de donner aux liens juridiques une force suffisante pour attribuer les responsabilités ; il n'en reste pas moins que l'enveloppe géographique paraissait rassurante et, au fond, plausible. On était sur ou dans un territoire quand on savait qui s'occupait de quoi et quels étaient les biens sur lesquels on pouvait compter, biens qui appartenaient à des propriétaires dont on ne pouvait contester le droit que par une chaîne elle-même assurée de règlements et de procédures. Cette définition cadastrale, bourgeoise, foncière, propriétaire du cadre spatial est toujours là, bien sûr, mais c'est celle des conservateurs des hypothèques : à peu près plus rien ne semble se ranger dans ce quadrillage-là.

Ce qu'on peut appeler « la souffrance spatiale des Français » vient de ce que rien jusqu'ici n'a remplacé le cadre « dans » le quel ils parvenaient jusqu'ici tant bien que mal à ranger leurs soucis et à définir leur appartenance. Qu'il s'agisse du temps

– la flèche du progrès – ou de l'espace – l'encastrement des surfaces géographiques –, tous les historiens, les sociologues, les juristes, les économistes savent bien à quel point ce cadre était déjà mité, contestable, contesté, inutilisable en pratique. Oui, bien sûr, mais il servait de régulateur plausible aux anxiétés quotidiennes. Il était constamment bafoué dans la pratique, mais il assurait une certaine balance qui permettait de se définir quelque part dans l'aventure de la modernisation universelle et quelque part dans un territoire habité et repérable. Il jouait un peu le rôle de la morale, dont les limites sont souvent franchies et les injonctions considérées comme impossibles à tenir, mais dont on ne voudrait pourtant s'affranchir pour rien au monde de peur de tomber beaucoup plus bas.

Quand nous disons qu'il y a quelque chose de spécifiquement français dans cette souffrance territoriale, c'est parce que, en France plus qu'ailleurs, ce cadre spatio-temporel devenu aujourd'hui intenable a été particulièrement travaillé par l'histoire. Quand on insiste tellement sur le caractère « universel » de la « mission civilisatrice » d'un pays, il est assez difficile de se rabattre soudainement sur les notions de terroir, de localité, de pré carré, d'exception française. Quand on insiste tellement sur le front de modernisation qui doit peu à peu balayer la planète, il n'est pas du tout facile d'imaginer qu'il va falloir trier dans les innovations innombrables qui se présentent à nous, celles qui sont « d'avenir » et celles qui sont « passéistes » ou « rétrogrades », en réinventant soudainement des traditions, des labels, des enracinements locaux qu'il faudrait apprendre désormais à « sauver ». Quand on a si longtemps dévalorisé les appartenances archaïques, régionales, locales au profit d'une République sans autre attache que la Raison avec un grand R, il est assez délicat de se retrouver soudain à adosser l'adjectif « français » au droit, aux services publics, à la politique, à la raison elle-même. Pour le dire de façon plus brutale, la mondialisation a frappé les Français avec plus de force qu'aucun autre pays, non pas pour des motifs économiques (le pays au fond ne s'en sort pas si mal et défend ses intérêts plutôt bien) mais pour des raisons morales. N'ayant pas investi dans le souci de modifier, pour préparer l'avenir, leur cadre spatio-temporel, les Français se sont retrouvés, plus que d'autres, « fort démunis quand la

## UNE MISE EN « PLACE »

---

brise fut venue » – ou plutôt la tornade de la mondialisation. Le paradoxe est d'autant plus étrange qu'ils avaient investi, plus qu'aucun autre peuple, dans la quête d'une universalité politique, juridique, morale et même, pour partie du moins, culturelle. On aurait donc pu croire qu'ils auraient fait beaucoup d'efforts pour réinventer ou du moins entretenir avec soin « leur mission universelle de civilisation ». Par une stupéfiante inversion, c'est comme si c'étaient les Romains, porteurs d'une civilisation universelle, qui se retrouvaient soudain enfermés dans le petit village gaulois de Babaorum pour « résister à l'envahisseur » par des rêves bien vite évanouis de grandeur et de potion magique. De quoi en effet se « sentir à l'étroit » et souffrir d'une certaine perte des repères...

La question qui se pose est donc de savoir si l'on peut définir un cadre qui soit enfin ajusté à la situation spatio-temporelle des Français d'aujourd'hui. Peuvent-ils devenir contemporains de ce qui leur arrive au lieu de se rêver dans un espace et dans un temps qui ne parviennent plus à prendre en compte leur existence pratique – comme le montre douloureusement l'actuel débat sur « l'identité française » ?

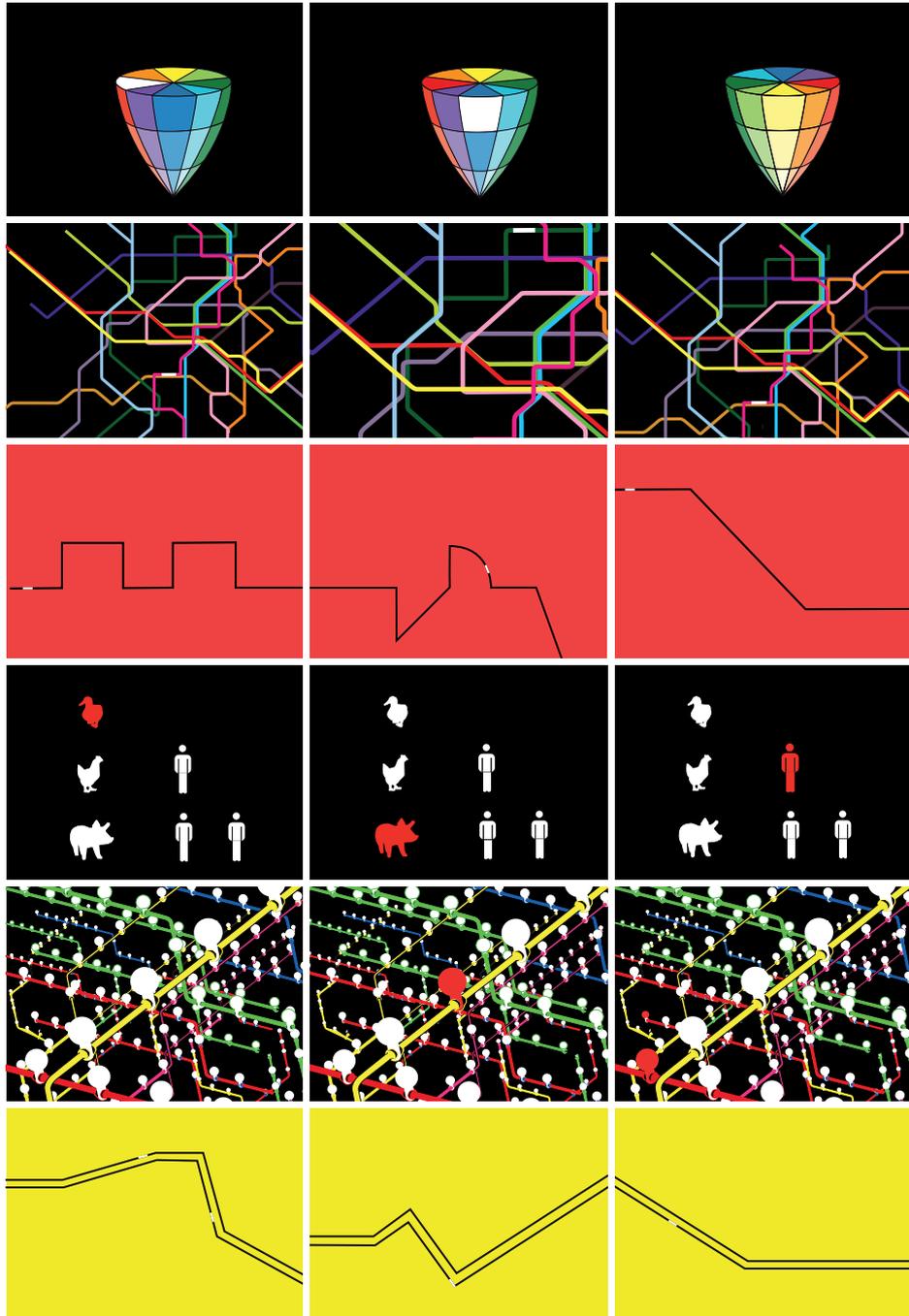
Tout se passe comme si, en bloc, sans que personne ne s'en aperçoive, on avait déplacé sans leur dire le solide territoire sur et dans lequel ils vivaient jusque-là et qu'au matin ils s'étaient réveillés étrangers chez eux. Émigrés de l'intérieur et donc assez peu capables, on le comprend sans peine, d'accueillir des émigrés de l'extérieur (mais où est l'intérieur et où est l'extérieur ?). Les voilà bien en peine de comprendre ce qu'ils peuvent bien faire « en Europe », de définir leur « identité nationale », de saisir les « bienfaits de la mondialisation » ou de comprendre ce que veulent dire les écologistes qui leur affirment qu'il faudrait cinq Terre comme la nôtre pour satisfaire leurs appétits de développement et de consommation. Sans futur devant eux et sans territoire sous leurs pieds, ils se sentent menacés. Même si leurs malheurs paraissent légers par rapport à ceux ressentis aux Maldives ou au Bangladesh, deux pays susceptibles de disparaître pour de bon sous les eaux, il n'est pas impossible qu'ils se sentent en grand risque d'être « engloutis » eux aussi.

La solution impossible serait d'essayer de les convaincre qu'ils n'ont plus à vouloir être français, qu'ils n'appartiennent plus à aucun territoire et qu'ils font désormais partie de ces peuples « nomades », habitants de réseaux déterritorialisés, grands preneurs de risques, dont la propagande néolibérale dessine à grand traits l'utopie – ou plutôt le cauchemar. Le « grand vent de la mondialisation » aurait balayé toutes les recherches d'appartenance et d'ancrage territorial comme autant d'oripeaux du passé. Que les Français acceptent enfin le grand large, oui, le grand large ! Chacun peut mesurer la profonde hypocrisie d'une telle exigence en repérant combien ceux qui vantent « le grand large » sont eux-mêmes étroitement nichés dans de minuscules réseaux économiques, financiers, culturels, idéologiques et protégés de tous les risques par un solide paquetage de parachutes dorés... S'il y a une chose qu'on ne peut rendre habitable, ce sont les couloirs glacés de la déterritorialisation – autant vouloir passer sa vie dans la salle d'attente d'un aéroport !

Bizarrement, la tentation de se croire sans appartenance et sans habitat est plus forte en France justement à cause du caractère très irréaliste de l'universalité et de la Raison dont elle s'était faite jusqu'ici la championne. Il y a quelque chose qui résonne avec sa longue histoire quand on fait l'éloge d'un monde sans frontières et de droits abstraits applicables partout. Inversement, on a de la peine à réconcilier l'idée d'appartenance, d'ancrage, de liens, de tradition, d'habitats avec des valeurs, des habitudes, des traits qui ne soient pas aussitôt qualifiés de « réactionnaires » ou de « passéistes ». D'où une nouvelle souffrance : la tentation du grand large et de la mondialisation néolibérale flatte une tendance progressiste qui demeure pourtant en totale contradiction avec la défense de l'identité et la soudaine réalisation qu'on ne peut survivre sans déployer des enveloppes de protection – alors même que le travail pour définir ces nouvelles enveloppes et ces nouvelles protections sonne toujours comme une régression par rapport aux efforts d'émancipation et de libération. Il est décidément bien difficile d'être français aujourd'hui : les Français se sentent étrangers sur leur propre sol, cherchant à tâtons comment devenir contemporains de leur propre époque.

# La mondialisation fait-elle un monde habitable ?

Figure 1. Exemples de représentations de la mobilité des humains et non-humains sur le territoire



## UNE MISE EN « PLACE »

---

Il faudrait, pour redessiner leur enveloppe ou leur habitat, les rassurer sur les lieux et les temps en leur offrant des repères qui aient la même fiabilité que l'ancien cadre, mais qui soient néanmoins capables de saisir ce qui, dans la pratique, a tellement changé qu'on l'appelle aujourd'hui « mondialisation ». Autrement dit, comment faire un nouveau monde sans donner le sentiment d'étrangeté et de décalage ?

Une fois écartée la tentation néolibérale beaucoup trop abstraite pour expliquer même les réseaux de l'économie-monde, il faut procéder par étapes en brisant d'abord, puis en renouant autrement, le lien entre ce qu'on appelle un « territoire » et sa « projection spatiale ».

Un territoire, c'est d'abord la liste des entités dont on dépend. Chaque terme est important : c'est une liste et non pas forcément un lieu repérable par une carte ; c'est ensuite une liste d'entités forcément très hétérogènes ; enfin, et c'est le plus important, ce sont les entités dont on dépend, c'est-à-dire dont le maintien ou l'accès est indispensable à sa propre subsistance (au sens très large et pas simplement alimentaire ou élémentaire du terme).

Une telle définition permet déjà de désencastrer toute idée de territoire de l'idée cartographique offerte par l'image fautive d'une surface colorée délimitée par une frontière. Que vous preniez le territoire d'un animal dit pourtant « territorial », le déploiement des êtres nécessaires aux cheminements d'un peuple nomade, la série des biens dont dépend le bien-être d'un quartier de Paris, vous ne pourrez jamais faire rentrer le territoire (au sens défini plus haut) dans le territoire au sens de surface cartographiable. Si l'on devait le dessiner, ce territoire-là ressemblerait à un réseau souvent échevelé qui couvrirait des surfaces, au sens cartographique du terme, non seulement distantes les unes des autres, mais d'échelles différentes et bien sûr réparties selon des rythmes temporels extrêmement variés.

Il y a donc au cœur même de l'idée de territoire une contradiction qu'il faut pouvoir clarifier si l'on veut pouvoir ensuite renouer le territoire réel avec des représentations crédibles et rassurantes. Au sens propre du terme, le territoire (surface

bornée) est inhabitable. Pas plus que, comme le dit le proverbe « Rome n'est dans Rome », le territoire (ce dont on dépend) ne réside et ne tient « dans » le territoire (surface bornée).

Il ne s'agit pas de dire, comme on le fait souvent par une inspiration dangereuse venue de la phénoménologie, qu'il faudrait « ajouter » au territoire géographiquement défini le territoire « vécu » par des habitants humains dotés d'une intentionnalité, d'une histoire et d'une mémoire. Ce serait admettre que le territoire dont on dépend serait une version subjective d'un territoire objectif d'essence spatiale ou géographique. Une telle version de l'argument reviendrait à renforcer encore le poids du cadre cartographique pris à tort pour une bonne description du « cadre naturel » et une mauvaise description du « territoire vécu ». Or c'est tout à fait inexact. Le cadre cartographique est une très mauvaise description des êtres de la nature aussi bien que des humains. Ce ne sont pas simplement les vœux, les motifs, les intentions, les ambitions et la mémoire des sujets humains qu'on a du mal à cartographier, c'est aussi le réseau même des connexions qui permet aux êtres dits bien à tort « naturels » de déployer à leur tour ce dont ils dépendent pour subsister. Dès que l'on se prend à distinguer les exigences des sujets et des objets, de toute façon, on perd la notion même de territoire puisque la liste des êtres dont on dépend est nécessairement hétérogène et, de plus, symétrique : partez des humains, vous trouverez des choses ; partez des choses, vous passerez par des humains. Si ce point de méthode peut paraître encore inhabituel, les crises écologiques (responsables pour une grande partie de la souffrance territoriale qu'il s'agit justement d'étudier) nous le rappelleraient sûrement.

Une fois écartée la tentation phénoménologique d'une divi-sion préalable des entités dont on dépend en deux ensembles incommensurables, on peut se poser la question de savoir comment dresser une telle liste. La réponse est évidemment douloureuse mais le résultat en est sûr : par l'épreuve de la privation ou par la menace de la disparition des êtres dont on n'avait pas toujours une claire conscience que l'on en dépendait à ce point. C'est quand l'usine dont on dépendait pour son emploi ferme ou se « délocalise » qu'on va la compter à coup sûr dans le territoire ; c'est quand le bureau de poste sur lequel

## La mondialisation fait-elle un monde habitable ?

---

on comptait menace de disparaître que l'on s'aperçoit qu'on y tient ; c'est quand les eaux du rivage mangent les dunes où l'on jouait enfant que l'on se met à ranger l'océan dans la liste des êtres à prendre en compte ; c'est quand une étiquette inconnue sur une bouteille de forme inhabituelle vient frapper l'œil dans une gondole de supermarché que l'on mesure soudain que les vignobles australiens font désormais partie de la gamme des vins qu'on aime à goûter ; comment prévoir d'avance que le gaz par lequel on se chauffe dépend de la bonne humeur de M. Poutine dans ses relations détestables avec le président ukrainien ? que les cochons mexicains infectés par la grippe habituelle risquent, par un effet de concaténation qui traverse à coup sûr toutes les frontières, de bientôt nous obliger à fermer l'école de nos enfants pour cause d'épidémie ? Et ainsi de suite.

Ce qu'on appelle, par des termes vagues, « mondialisation » ou « globalisation » ne sont que l'enregistrement et l'amalgame de toute la série des épreuves par lesquelles on apprend plus ou moins durement ou plus ou moins soudainement à dresser la liste hétérogène des êtres proches ou lointains, humains ou non humains, animés ou inanimés, dont on dépend. Nous pouvons donc définir le territoire à la fois par la liste des êtres dont on dépend pour subsister et par les épreuves qui nous rendent les items de cette liste plus ou moins familiers ou, à l'inverse, qui menacent de nous les retirer, en tout cas de les rendre – selon l'expression de Peter Sloterdijk – explicites.

Il ne faudrait pas confondre ce sens-là de mondialisation avec l'exigence d'un déplacement, d'une sorte de migration qui nous demanderait de nous extraire de notre « cadre familial » pour résider dorénavant « dans » le global. Il n'y a pas de global du tout et pas non plus de mondial au sens d'un « grand territoire » qui aurait, mais en plus vaste, en plus large, les mêmes caractéristiques que l'ancien territoire (au sens de surface bornée) que nous avons quitté pour de bon (sans l'avoir d'ailleurs jamais habité en pratique). Ce « grand territoire » n'a pas plus d'existence pratique que le « marché de l'économie », cette utopie (ou plutôt cette dystopie) avec laquelle on veut souvent le confondre. Non, chaque point du mondial ou du global est défini par ces mêmes épreuves qui renouvellent en chaque

point et en chaque instant la liste des ingrédients nécessaires à la subsistance. L'usine « délocalisée » du bassin d'emploi de Clermont-Ferrand crée les mêmes épreuves de désorientation là où elle se « relocalise », en Chine ou en Tchéquie. La mondialisation n'est pas l'exigence de sortir d'Égypte pour gagner la terre où couleraient le lait et le miel... Ce n'est pas une migration comme celle qui magnétisait l'Europe au temps du repeuplement de l'Amérique du Nord. C'est une transformation de tous les lieux, de tous les territoires, qui subissent chaque fois différemment les mêmes effets de désorientation par la découverte de dépendances et d'attachements d'autant plus imprévus que s'y mêle aujourd'hui une multiplicité d'êtres « de la nature » – qui avaient toujours été là, certes, mais sous la forme de ressources sur lesquelles on comptait sans compter justement. Aujourd'hui, ces épreuves obligent à être prises en compte et donc font territoire – même si elles ne font pas encore monde, c'est là toute la question.

**C**'est peu de dire que le territoire ainsi dessiné par les épreuves successives et imprévues est à géométrie variable. Il a quelque chose de proprement effrayant. Peut-on rendre à nouveau habitables, c'est-à-dire habituelles et même confortables, rassurantes, familières de telles variations dans le cadre spatio-temporel qu'il nous faut apprendre à habiter en pratique ?

Notons d'abord qu'une fois le territoire (au sens de la liste des entités dont on dépend) bien distingué du territoire (au sens de surface bornée captée par une carte), il est possible d'isoler une cause de souffrance tout à fait distincte des effets de distance définie par la métrique euclidienne. Ce n'est pas en effet la distance parfois vertigineuse des éléments de la liste qui nous pose des problèmes, mais l'épreuve de les voir entrer ou sortir de la liste – l'explicitation au sens de Sloterdijk. Personne ne se choque de la dispersion qui fait que la fiche de sécurité sociale soit traitée à Orléans, que la bière viennoise de Belgique, l'automobile du Japon, la référence sur Google du cyberspace (où exactement ? en tout cas nulle part qui soit assignable par coordonnées de longitude et de latitude), pas plus que l'on ne s'étonne que la

## UNE MISE EN « PLACE »

---

voix du *call center* de France Télécom vient d'Abidjan ou de l'île Maurice. Inversement, le choc territorial peut être très fort si la maison du voisin vient à être vidée de ses habitants ou si la voiture qui permet d'aller chercher du travail à cinq kilomètres n'a plus ni assurance ni permis ou si, dans un immeuble d'un grand ensemble, l'ascenseur est en panne. Ce n'est donc pas la proximité métrique qui compte, mais l'habitude et le confort avec lesquels nous comptons sur les entités nécessaires à notre bien-être. Nous sommes tous confortablement installés dans la mondialisation quand la liste des êtres fait partie de nos habitudes (même si chacun de nous dessine une carte indéfiniment échevelée d'ingrédients dispersés) et tous bousculés par une mondialisation impossible dès que la liste des êtres reçoit ou perd une entité soudainement explicitée par une épreuve. Ces épreuves peuvent frapper à toutes les échelles : nous étions enfin habitués à déguster des sushis – invention banalisée et d'ailleurs récente de la cuisine japonaise – lorsque que des militants écologistes nous ont donné honte de manger du thon rouge, espèce menacée qu'un traité international ne parvient pas à faire subsister et qui devrait, disent-ils, nous rester au travers de la gorge – avec ou sans arête... On saisit bien dans cet exemple non seulement l'effet de la distance et de l'habitude, mais aussi le caractère symétrique de la définition du territoire puisque le thon rouge aura ou n'aura pas d'avenir selon que les consommateurs nippons et occidentaux cesseront ou ne cesseront pas de le boulotter !

Autrement dit, par la campagne des écologistes, je réalise que le thon rouge ne devrait plus faire partie de mon territoire parce que je fais partie du sien. Affirmation absurde si je me contentais d'une définition spatiale (je ne cohabite pas avec lui en nageant dans ses eaux ni en jetant sur lui mes filets), et pourtant affirmation évidente (une fois explicitée par l'épreuve) si j'accepte qu'on me place dans la liste des entités dont dépend le thon rouge pour sa subsistance... Je suis en effet sur ou dans son territoire. Et nous nous retrouvons là dans un conflit de territoires, tout à fait typique des nouvelles topologies de la mondialisation puisque, bien que séparés par des distances infinies (au sens métrique du terme), nous nous retrouvons en étroite proximité avec lui. Les historiens de

l'environnement, comme les historiens de la consommation, diront avec raison que ces situations ont toujours été le cas depuis l'Antiquité mais, ce qui est nouveau, c'est la variation et l'explicitation de ces conflits de territoire qui ne sont plus du tout descriptibles en termes de frontière et de surface à cartographier. Si la déterritorialisation est aussi ancienne que la territorialisation (les deux étant les deux faces du même mouvement saisi soit de l'extérieur, soit de l'intérieur), il n'en reste pas moins que l'on ne peut pas négliger l'originalité de la souffrance spatiale contemporaine en prenant une vue trop longue sur les phénomènes d'explicitation.

C'est pourquoi la notion de confort ou d'habitude est évidemment cruciale. Celui qui reste sourd aux campagnes des écologistes et qui, bien payé et bien remboursé, voyage en avion de ligne et se prétend « citoyen du monde » parce qu'il habite un loft à New York tout en ayant une famille à Paris et une maîtresse à Hong Kong va définir la liste des êtres nécessaires à sa subsistance fort différemment du chômeur sans permis et sans assurance qui ne peut se déplacer de sa campagne jusqu'au bassin d'emploi le plus proche. Le crime commence quand le premier fait honte au second d'être un cul-terreux « accroché à son terroir » alors que lui prétend vivre au grand large et en grand et qu'il embrasse la mondialisation avec délice et enthousiasme parce qu'il est « un vrai battant ». Mais que le second trouve dans l'invention d'un taxi collectif de campagne la solution à son problème d'accès à l'emploi et que le premier réalise avec horreur qu'il ne pourra jamais rembourser sa dette en carbone à cause de ses voyages trop fréquents et trop lointains, et voilà qu'ils vont basculer dans des territoires tout différents, le second se mettant à bouger alors que le premier ne remuera plus d'un pouce, bloqué dans son loft sans même oser brancher l'air conditionné...

On voit donc que la notion même de territoire n'a pratiquement aucun rapport avec sa traduction cartographique et administrative. Il est dessiné par la liste des êtres dont chacun dépend, et cette liste devient à son tour familière ou douloureuse non pas du tout en fonction de sa distance ou de son hétérogénéité, mais en fonction des épreuves que nous subissons à

## La mondialisation fait-elle un monde habitable ?

---

chaque fois que l'on nous ajoute ou retire l'un des items de cette liste. « Territoire » est un terme qui dépend du temps bien plus que de l'espace.

**M**ais alors, si la notion même de territoire a tellement changé, comment la représenter à nouveau ? On comprend aisément que le mot « représentation » ne peut plus avoir le sens banal de représentation subjective ou sociale d'un donné objectif extérieur, comme l'ont proposé tant d'études sur les « représentations sociales des territoires ». Une telle définition supposerait l'existence d'une société capable par ses schèmes à peu près cohérents (sa culture) d'avoir des représentations (des déformations) d'un objet à peu près stables (en fait presque toujours confondues avec la projection cartographique et administrative d'espaces délimités par des frontières).

Non, le mot « représentation » ne peut avoir d'autre sens que de rendre à nouveau présent à la sensibilité, et donc aux sens, la liste des êtres dont on dépend et la variation des épreuves qui les rendent explicites. C'est là tout l'intérêt de partir de la DATAR non pas du tout comme si elle était une entité administrative qui ajouterait ces définitions et ces procédures à un cadre cartographique déjà présent, mais, au contraire, comme une construction explicite qui permet de tracer, par une multitude d'innovations plus ou moins bricolées, les linéaments de ces territoires (au sens de ce dont on dépend) pour essayer de mettre fin à la souffrance spatiale, en tout cas à la désorientation des Français.

Seule une approche résolument constructiviste peut permettre de suivre l'invention par exemple du « pays », du « terroir », ou de la « communauté de communes ». Ces êtres n'existaient pas avant qu'on les instaure. Et tant mieux, puisqu'ils n'ont pas pour but de décrire une réalité objective extérieure toujours présente, mais, au contraire, de rendre sensibles et donc vivables des configurations qui débordent complètement du cadre habituel dans lequel on traçait jusqu'ici le cercle de son existence. Rien de moins borné par le cadre cartographique, par exemple, que la notion de « terroir », puisque

celui-ci permet, justement, de se définir comme le territoire familier d'amateurs fort éloignés les uns des autres mais qui se reconnaissent comme dépendant d'un label, d'un goût, d'une qualité, d'un métier défini, très artificiellement, par une charte, une procédure, une administration. L'artifice, comme toujours, ne vient pas au débours de la vérité ou de la sensibilité, mais à son crédit : c'est parce que c'est artificiel, entretenu, quadrillé, bref administré, que cela fait territoire.

Quand on dit que l'on « aménage un territoire », on ne veut plus du tout dire la même chose que du temps de Delouvrier. On ne désigne pas une action de transformation volontariste d'un cadre spatio-temporel déjà formé par une longue histoire administrative : le cadre spatio-temporel a depuis longtemps volé en éclats ; quant à la volonté transformatrice, elle s'est depuis longtemps épuisée – et, de toute façon, n'aurait plus les moyens financiers de son ambition et ne tiendrait plus dans le cadre étroit de l'Hexagone. Et pourtant on a raison de parler d'aménagement. Mais que veut-on dire par là ? Si l'on a bien saisi la définition donnée du territoire et si l'on a compris que la représentation avait pour but de le rendre traçable et explicite, on comprend alors que l'aménagement a pour but de résoudre les conflits de territoire et de rendre à nouveau familiers, et si possible confortables, les parcours des connexions qui le définissent.

Pour le dire de façon peut-être trop emphatique, le devoir de tout aménageur de territoire c'est de donner un monde à la mondialisation qui, pour le moment, noie les Français. Cette mondialisation, on l'aura maintenant bien saisi, ne fait pas souffrir par la rupture du cadre cartographique traditionnel (d'autant que cette rupture a toujours existé). C'est le manque de familiarité et de confort, de traçabilité et de repères qui rend cette mondialisation d'autant plus incompréhensible que son rythme s'accélère en y ajoutant continuellement les êtres qui faisaient partie jusqu'ici « de la nature ».

Mais que peut vouloir dire « faire monde » ? Être dans un monde, c'est parcourir sans avoir à y penser toujours et en familiarité la liste des êtres dont on dépend. Arpenter un territoire ne veut plus évidemment dire sortir de sa maison pour marcher vers

## UNE MISE EN « PLACE »

---

sa vigne et revenir mais, surtout pour les vignerons, être en contact avec la Californie, l'Australie, le Chili, les spécialistes du clonage et des vers de terre, Internet, etc. Les conflits de territoire, ce n'est plus seulement veiller à ce que le voisin ne vienne pas déplacer les bornes de sa propriété pour « empiéter » sur la vôtre, mais définir des parts de marché, assurer que les écologistes ne viennent pas empêcher l'INRA de développer de nouvelles techniques de clonage, maintenir la réputation de votre marque sur Internet, s'assurer du retour des vers de terre dans un sol épuisé, et ainsi de suite. Aménager, ce n'est plus répartir des fonctions sur un sol, mais assurer la continuité du cadre spatio-temporel créé pour chaque activité par le territoire dont elle dépend. Cette continuité a toujours été l'objet d'une création artificielle que les géographes (« physiques » ou « humains »), comme les historiens, ont bien appris à reconstituer dans le passé, mais elle doit faire l'objet d'un travail aussi méticuleux pour l'avenir.

Le moment viendra forcément où les notions d'aménagement et de représentation du territoire deviendront assez clairement politiques pour que l'on prenne enfin au sérieux la proposition de créer de véritables assemblées territoriales. On se plaint de la « fracture sociale », de la « crise de la représentation », de la faiblesse du politique, mais on continue à définir les assemblées territoriales sur une définition cartographique et administrative sans rapport aucun avec ce que sont devenus les territoires et les conflits de territoire au temps de la mondialisation. Or une véritable assemblée territoriale, qui représenterait enfin les territoires dont dépendent véritablement les Français et les conflits de territoire auxquels ils sont aux prises, aurait une tout autre composition et, surtout, une tout autre légitimité. Ce serait une sorte d'hybridation entre le Conseil économique et social, le Sénat et tous ces « parlements » informels que l'on a créés pour donner corps tantôt à un contrat de rivière, tantôt à un bassin d'emploi, tantôt à une filière, tantôt à un terroir ou à

un pays, tantôt à la menace climatique. Parlements à géométrie variable certes, difficile à composer bien sûr, mais qui sont en fait, au moins de façon implicite, déjà le cadre où se déroule notre existence quotidienne et où s'arbitrent les compromis à travers lesquels nous assurons notre subsistance.

**Q**ue la globalisation était belle quand c'étaient les Français qui la faisaient en projetant leurs espoirs et leurs désirs d'universalité au reste de la planète ! C'étaient les autres alors – colonisés, migrants, pays en voie de développement, déracinés des campagnes – qui souffraient de la délocalisation et de la mondialisation, mais personne n'en faisait un grave problème politique et humain. La marche de la civilisation était à ce prix. Il est touchant de voir aujourd'hui les mêmes Français, les élites aussi bien que les personnes ordinaires, s'apercevoir soudain qu'avoir un monde n'est pas une donnée mais le résultat d'un délicat travail de montage, d'arbitrage, de traçage, bref d'aménagement d'un territoire dont la forme n'est donnée par aucune projection cartographique, par aucune surface colorée délimitée par aucune frontière ferme. Sloterdijk avait pointé du doigt ce grand paradoxe : quand nous avons un « globe » – au sens d'une représentation de la « nature » et de la « carte » –, la globalisation n'avait pas encore frappé ; or, maintenant que nous avons la globalisation, nous n'avons plus de globe pour la faire tenir. Pour le dire d'un mot, la mondialisation ne fait pas monde. Nous sommes dépourvus d'instruments, de procédures, d'assemblées pour la représenter. C'est le devoir d'un État que de se donner enfin une représentation exacte du territoire dont il doit ménager les habitants. Celle-ci n'a plus rien à voir avec la longitude et la latitude du cadre cartographique, n'est plus seulement le recensement de sa population, la statistique de son bien-être ; elle doit trouver de nouveaux instruments pour dessiner l'écheveau toujours à ravauder des êtres dont nous dépendons désormais pour subsister.

# La mondialisation fait-elle un monde habitable ?

---

## Éléments bibliographiques

---

- Berger S., *Notre première mondialisation : leçons d'un échec oublié*, Paris, Seuil, 2003.
- Boltanski L., Thévenot L., *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.
- Hache E., Latour B., « Morale ou moralisme ? Un exercice de sensibilisation », *Raisons politiques*, mai 2009, n° 34, pp. 143-166.
- Latour B., *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 1999.
- Latour B., November V., Camacho-Hübner E., « Entering Risky Territory. Space in the Age of Digital Navigation », *Environment and Planning D : Society and Space*, 2010, vol. 28, pp. 581-599.
- Latour B., Weibel P., *Making Things Public. Atmospheres of Democracy*, Cambridge, MIT Press, 2005.
- Lévy J., *Le Tourant géographique. Penser l'espace pour lire le monde*, Paris, Belin, 1999.
- Lévy J., (dir.) *L'Invention du monde. Une géographie de la mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.
- Lussault M., *L'Homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*, Paris, Seuil, 2007.
- Polanyi K., *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, [1945], 1983.
- Sloterdijk P., *Écumes. Sphères III*, trad. par Olivier Mannoni, Paris, Maren Sell Éditeurs, 2005.
- Thrift N., *Spatial Formations (Theory, Culture and Society Series)*, London, Sage, 1996.
- Von Uexküll J., *Mondes animaux et monde humain. Théorie de la signification*, Paris, Gonthier, 1995.